

Newsletter Seqlense - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

09 février 2026



Cette semaine, l'actualité réglementaire et industrielle confirme un changement profond : **la souveraineté n'est plus un sujet périphérique mais devient un déterminant structurant des marchés financiers et technologiques.**

Qu'il s'agisse de paiements, d'infrastructures numériques, d'intelligence artificielle, de semi-conducteurs ou de la défense, l'Europe et la France accélèrent la reprise en main de leurs chaînes de valeur critiques. Cette dynamique s'appuie à la fois sur la réglementation (MiCA, DORA, cadres nationaux), sur des choix industriels assumés et sur une clarification progressive de la doctrine publique en matière de numérique et d'achats technologiques.

Dans le même temps, les crypto-actifs poursuivent leur intégration au sein du cadre financier mondial. La dernière ligne droite de MiCA en Europe, les nouveaux régimes au Royaume-Uni, les tentatives d'harmonisation aux États-Unis et le durcissement chinois illustrent une réalité désormais claire : **le marché crypto n'évolue plus dans un espace autonome, mais au cœur d'enjeux géopolitiques, réglementaires et industriels globaux.**

Pour les investisseurs, cette séquence marque une évolution majeure. La performance ne dépend plus uniquement de la technologie ou du produit, mais de la **capacité des acteurs à s'inscrire durablement dans des écosystèmes réglementaires, industriels et géopolitiques maîtrisés.** La souveraineté n'est plus un discours ; elle devient un critère d'analyse, de risque et de valorisation.

Le signal faible à retenir de la semaine

Le signal faible à retenir cette semaine concerne la thématique de la souveraineté, qui passe du registre politique à celui de l'opérationnel et commence à produire des effets économiques mesurables.

Ce mouvement s'observe à plusieurs niveaux. Dans le secteur des paiements, de nouvelles infrastructures européennes commencent à émerger comme alternatives aux réseaux américains. Concernant le numérique, on assiste à une clarification de la doctrine de certains États, comme la France, en matière d'achats publics, ainsi qu'à l'émergence de feuilles de route opérationnelles pour l'IA et les technologies critiques. L'industrie n'est pas non plus en reste face à la relocalisation de capacités stratégiques telles que la défense, les semi-conducteurs et les *data centers*. Quant aux crypto-actifs, la conformité devient une condition de survie, voire un avantage concurrentiel, et non plus une simple obligation.

Ces signaux demeurent peu visibles dans les valorisations à court terme. Pourtant, ils redessinent déjà la hiérarchie de crédibilité entre les acteurs. **Les entreprises capables d'aligner technologie, conformité et souveraineté gagnent en visibilité et en confiance.** À l'inverse, la dépendance à des infrastructures ou à des juridictions perçues comme fragiles devient un facteur de risque latent.

La souveraineté ne se limite plus à une posture défensive : **elle devient un levier de différenciation économique et financière.**

L'essentiel de la semaine :

Évolutions contextuelles et réglementaires

Volatilité du marché liée au contexte politique

Les marchés financiers continuent d'être sensibles aux signaux macroéconomiques, à la politique monétaire et aux décisions fiscales. Cette pression politique, notamment autour de la politique américaine, influence toujours **la volatilité des actifs classiques et numériques.**

Impact pour les investisseurs

Pour les investisseurs traditionnels comme crypto, la prise en compte des risques politico-réglementaires dans les modèles d'allocation devient indispensable.

Règles de paiements et résilience renforcées

De nouvelles règles de paiement applicables aux banques, FinTechs et prestataires de paiement continuent d'être publiées et testent la **résilience opérationnelle et la conformité des systèmes financiers**.

Impact

Les institutions financières devront renforcer leurs capacités de conformité afin de rester opérationnelles dans un environnement réglementaire en constante évolution.

Wero et l'alternative européenne aux réseaux de paiement américains

Un nouvel jalon **stratégique et technologique** vient d'être franchi dans la quête de souveraineté européenne. Plusieurs **solutions de paiement mobiles nationales**, dont **Wero, Bizum, Bancomat, MB WAY et Vipps MobilePay**, se sont **unies pour créer une plateforme de paiement paneuropéenne capable de fonctionner sans dépendre des réseaux internationaux tels que Visa ou Mastercard**.

Cette initiative, portée notamment par l'**European Payments Initiative (EPI)** et l'**Alliance EuroPA**, rassemble déjà environ **130 millions d'utilisateurs dans treize pays européens**. Le projet prévoit que, dès **2026**, les paiements **transfrontaliers entre particuliers** soient possibles via cette infrastructure commune, avec un déploiement des paiements en ligne et en magasin prévu en **2027**.

Cette plateforme vise à **contourner la domination américaine** sur les moyens de paiement classiques, en s'appuyant sur des systèmes européens. Elle repose sur une **interopérabilité technique centrée sur les normes européennes de paiement instantané**, sans passer par les réseaux américains dominants, et s'inscrit dans une dynamique plus large de **contrôle des infrastructures critiques**, reflétant la volonté des autorités européennes de réduire les dépendances externes majeures.

Impact pour les investisseurs

La naissance d'une infrastructure de paiement réellement européenne constitue une **opportunité stratégique**. Elle pourrait **réduire les coûts de transaction, domestiques et transfrontaliers**, renforcer la **compétitivité des acteurs européens face aux géants technologiques extra-continentaux**, et ouvrir la porte à de **nouvelles**

offres de services financiers numériques, alignées avec les objectifs de souveraineté numérique et de résilience réglementaire de l'UE.

Ce projet marque une étape significative vers une **autonomie européenne accrue dans les paiements numériques**, avec des implications économiques, technologiques et réglementaires pour les acteurs financiers et leurs investisseurs.

Souveraineté industrielle

L'Europe se relance sur les microprocesseurs

La course à la maîtrise des microprocesseurs, au cœur de l'économie numérique, est devenue un enjeu de souveraineté stratégique pour la France et l'Union européenne. Face à une dépendance historique vis-à-vis des fabricants asiatiques et américains, plusieurs initiatives publiques et privées se structurent pour relocaliser une part de cette industrie critique sur le sol européen.

Les microprocesseurs alimentent aujourd'hui non seulement les produits grand public, mais aussi **des secteurs sensibles** tels que la défense, l'intelligence artificielle, les télécommunications ou les infrastructures financières. L'Europe cherche à créer un **écosystème compétitif**, capable de concevoir et de produire des circuits intégrés de pointe, tout en réduisant sa dépendance aux chaînes d'approvisionnement extra-européennes. La France, via des investissements ciblés, des partenariats publics-privés et des programmes de soutien à la recherche et à l'innovation, entend devenir un **acteur clé de cette relocalisation technologique**.

Un signal fort pour la souveraineté

Le contrôle des technologies de base, comme les semi-conducteurs, devient un **facteur de sécurité économique et politique**. Une Europe capable de produire ses propres puces gagne en autonomie dans les secteurs critiques (finance, énergie, défense, santé). Cette ambition s'inscrit dans une dynamique plus large de **stratégies souveraines numériques**, déjà visible avec les initiatives portant sur les infrastructures cloud ou les systèmes de paiement.

Impact pour les investisseurs

Les acteurs européens et français impliqués dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs (conception, fabrication, assemblage) pourraient bénéficier d'une **croissance structurelle soutenue par des politiques publiques volontaristes**. Des opportunités naissent à l'interface industrie-technologie-finance, notamment autour des technologies critiques, des plateformes d'intégration et des services de production avancée. Enfin,

cette dynamique renforce la thèse selon laquelle **la souveraineté industrielle et numérique devient un élément de création de valeur**, et non plus seulement un enjeu de politique publique.

Le Creusot et l'essor de la production Rafale

Dans la dynamique de **renforcement des capacités industrielles françaises et européennes**, le site de Safran au **Creusot (Saône-et-Loire)** vient de rafler une **commande majeure liée au programme Rafale**, un symbole fort de la souveraineté technologique et militaire. Safran Aircraft Engines annonce un **investissement d'environ 70 millions d'euros** pour **étendre son usine du Creusot**, traditionnellement spécialisée dans l'usinage de pièces pour moteurs civils, afin d'ajouter des lignes de production de composants complexes destinés au **moteur M88 du Rafale**, avion de combat emblématique de l'industrie aéronautique française.

Impact pour les investisseurs

Cette annonce n'est pas seulement un bon signal pour l'industrie de la défense ; elle illustre également une forte volonté politique et industrielle **de renforcer la souveraineté technologique française** dans des secteurs stratégiques. La montée en puissance des **capacités de production locales** réduit la dépendance aux chaînes de valeur étrangères et renforce la **résilience des capacités critiques**.

Pour les investisseurs, cela peut se traduire par des **avantages concurrentiels durables, des flux de commandes publics soutenus et une visibilité accrue sur les marchés des biens d'équipement haut de gamme et des technologies avancées**.

En résumé, l'engagement industriel autour du Rafale au Creusot symbolise une tendance plus large : **la souveraineté productive devient un facteur de valorisation et d'attractivité pour les acteurs et les investisseurs engagés dans les secteurs stratégiques européens**.

Le boom des *data centers*: un pilier inattendu de l'investissement industriel français

Depuis 2025, la France connaît une **expansion spectaculaire du secteur des *data centers***, devenant un **acteur stratégique du numérique et de l'industrie du XXI^e siècle**. Selon les dernières analyses, les investissements dans ces infrastructures ont représenté une part **exceptionnelle des flux industriels récents**, avec environ **67 milliards d'euros d'engagements annoncés**, soit l'équivalent des niveaux d'investissement industriel toutes filières confondues l'an dernier.

La croissance des *data centers* ne se limite pas à une niche ; elle contribue à **stabiliser les chiffres globaux de l'investissement industriel français**, compensant partiellement le déclin d'autres segments

manufacturiers. Sous l'effet de l'intelligence artificielle, du cloud et des grandes plateformes numériques, l'expansion des centres de données attire des financements publics et privés, ce qui fait de la France une **plateforme européenne attrayante** pour ces projets.

La France dispose déjà d'un réseau solide d'installations, avec plusieurs centaines de *data centers*, et bénéficie d'atouts tels qu'un **mix énergétique décarboné**, une forte connectivité internationale (nombreuses liaisons sous-marines) et un écosystème numérique dynamique. Ces facteurs renforcent son **positionnement stratégique en vue de l'implantation de nouvelles capacités de calcul intensif**, vitales pour l'IA et les services numériques avancés.

Il est cependant à noter que cette dynamique soulève également certaines interrogations : les *data centers* créent généralement moins d'emplois directs que les industries classiques, et leur déploiement rapide soulève des questions environnementales (forte consommation d'énergie) et d'utilisation des sols. L'impact sur l'emploi et les chaînes de sous-traitance locales reste donc à consolider.

Impact pour les investisseurs

La croissance des *data centers* constitue un **nouveau pilier d'investissement industriel en France**, avec des effets à long terme sur l'attractivité du pays en matière de technologies numériques, d'infrastructures critiques et de souveraineté numérique.

On pourrait ainsi entrevoir un **relais de croissance pour l'industrie** dans un contexte de transformation digitale, ainsi que des opportunités dans les infrastructures physiques et numériques, telles que le foncier, l'énergie, le refroidissement et la connectivité. Cela pourrait également constituer un **élément clé des stratégies d'allocation à long terme**, notamment dans les secteurs liés au cloud, à l'IA et aux services numériques.

Le boom des *data centers* n'est pas seulement un phénomène technologique ; il s'agit également d'un **signal macro-industriel de la réindustrialisation numérique**, à suivre de près par les investisseurs intéressés par les transitions technologiques et infrastructurelles.

Souveraineté numérique

Le gouvernement clarifie sa stratégie

Face à une **montée des critiques et des interrogations** sur la cohérence de sa politique numérique, l'État français a décidé d'**affirmer plus clairement sa stratégie de souveraineté numérique**. Après plusieurs controverses sur l'usage de solutions technologiques étrangères dans l'administration et le secteur public, les

ministères concernés (Économie, Numérique, Fonction publique) préparent une **circulaire pour préciser la doctrine d'achat et d'usage des technologies numériques** dans la sphère publique

Les objectifs de cette clarification sont de renforcer la “préférence européenne” dans les marchés publics numériques là où cela est pertinent, d’encourager l’usage de solutions locales ou européennes jugées plus souveraines, notamment pour les logiciels, les plateformes de données ou les outils collaboratifs, et de répondre aux attentes de la filière française et aux préoccupations liées à la **dépendance à des services extra-européens** dans un contexte géopolitique tendu.

Impact pour les investisseurs

Une **clarification officielle de la doctrine** réduit l’incertitude quant aux critères qui guideront les futurs contrats publics dans le numérique, offrant une meilleure visibilité stratégique aux entreprises européennes et françaises. Les acteurs proposant des solutions alignées sur cette doctrine (cloud souverain, cybersécurité, gestion des données, plateformes collaboratives) pourraient **bénéficier d’un effet de préférence réglementaire et institutionnel** dans les appels d’offres. Cela illustre aussi une tendance plus large : **la souveraineté numérique entre dans les critères d’évaluation de la valeur et du risque**, au-delà de la seule conformité réglementaire.

Cet ajustement politique montre qu’en France, la souveraineté numérique n’est plus un concept circulaire ; elle devient un élément structurant de la politique industrielle, technologique et économique.

Une feuille de route opérationnelle pour l’IA et le numérique

Alors que le débat public autour de l’intelligence artificielle et de la souveraineté numérique s’amplifie, le **Conseil national du numérique (CNNum)** a présenté une **feuille de route ambitieuse et concrète**. Loin d’un simple rapport théorique, ce plan vise à **traduire la souveraineté numérique en actions politiques et économiques concrètes**.

Parmi les points clés de la feuille de route, les principaux sont :

- **Priorité à l’innovation souveraine** : renforcer les capacités de conception, de développement et d’exploitation d’outils numériques (notamment en IA) par des acteurs européens et français.
- **Trajectoire cohérente entre régulation et compétitivité** : aligner les cadres réglementaires, comme MiCA ou DORA, avec des stratégies industrielles favorisant l’émergence de champions européens du numérique.
- **Accélération des transitions numériques** : encourager l’adoption d’IA « de confiance » et des technologies compatibles avec des exigences de sécurité, de transparence et de contrôle des données.

- **Approche intégrée des compétences** : proposer des mesures pour développer des talents locaux et renforcer la professionnalisation des acteurs dans les secteurs clés.

Cette feuille de route ne se contente pas de diagnostiquer des défis, elle propose des **orientations concrètes et mesurables** pour répondre à la concurrence technologique internationale tout en **préservant l'autonomie européenne**. En liant l'IA à la stratégie de souveraineté, le CNNum place la France et l'Europe dans une logique d'**avance structurée plutôt que de rattrapage**.

Impact pour les investisseurs

Avec une clarté stratégique accrue, il sera dorénavant possible de disposer d'un plan d'action opérationnel réduisant l'incertitude réglementaire à moyen terme. Concernant les opportunités de croissance ciblées, les secteurs compatibles avec cette feuille de route, tels que l'IA de confiance, les plateformes de données souveraines ou les solutions de cybersécurité, pourraient bénéficier d'effets d'entraînement réglementaires et de financements public-privé. L'accent mis sur la valorisation des compétences locales, orienté vers les talents et la professionnalisation, confirme que les marchés numériques structurés autour d'équipes et d'écosystèmes maîtrisant l'IA et le numérique « souverains » seront des vecteurs d'attractivité à long terme.

Ces éléments illustrent une **transformation du discours sur la souveraineté numérique en un véritable plan d'action politique, économique et technologique**, un signal fort pour les investisseurs qui cherchent les **axes structurants de création de valeur** en Europe.

Focus sur les Crypto-actifs

✦ Europe - Dernière ligne droite pour MiCA en Europe

Les acteurs des crypto-services européens se trouvent dans une **période cruciale de mise en conformité avant le 1^{er} juillet 2026**. La période transitoire dont bénéficient certains prestataires (PSCA) prendra fin, et leur statut temporaire laissera place soit à l'agrément formel, soit à l'arrêt d'activité.

Impact attendu pour les investisseurs

Il est attendu un renforcement de la structure du marché cryptographique en Europe et une possible consolidation des prestataires conformes, ce qui aura un impact sur l'offre de services.

✦ France - Décrets français sur les jeux à objets numériques monétisables

Un **décret officiel du 4 février 2026** encadre l'expérimentation des jeux en ligne avec des objets numériques monétisables, en précisant les obligations, la prévention des comportements excessifs et la collecte de données. Concernant les enjeux, l'alignement politique est crucial pour faire progresser le cadre, et les discussions influenceront également l'acceptation des crypto-actifs comme instruments d'investissement ou de dépôt.

Impact pour les investisseurs

Les frontières entre les jeux numériques et les actifs numériques continuent d'être clarifiées, avec des obligations de déclaration et de supervision renforcées.

✦ Royaume-Uni - Nouveau régime crypto au Royaume-Uni

Au **Royaume-Uni**, une nouvelle réglementation (« Financial Services and Markets Act 2000 (Cryptoassets) Regulations 2026 ») définit clairement les activités de crypto-actifs qui nécessitent une autorisation, interdit certaines offres publiques non exemptées et instaure un cadre de lutte contre les abus de marché. À partir du 25 octobre 2027, les entreprises exerçant des activités réglementées liées aux cryptomonnaies au Royaume-Uni seront tenues de respecter le nouveau cadre juridique. D'ici là, elles seront tenues de solliciter une licence auprès de la Financial Conduct Authority ou d'actualiser leurs autorisations en cours.

La loi Financial Services and Markets Act 2000 (Cryptoassets) Regulations 2026 a été promulguée le 4 février 2026.

Impact pour les investisseurs

Cette réglementation apporte davantage de clarté sur ce qui est autorisé ou interdit au Royaume-Uni, ce qui peut influencer les stratégies d'accès au marché et de domiciliation.

✦ États-Unis – Harmonisation US - SEC & CFTC

Des dirigeants de la **CFTC** et de la **SEC** ont tenu une réunion conjointe autour du « Project Crypto », visant à créer une **taxonomie des actifs** et à **réduire la fragmentation réglementaire** aux États-Unis, tout en clarifiant les lignes de responsabilité entre les deux régulateurs.

Impact pour les investisseurs

Pour les investisseurs, cela pourrait réduire les zones d'incertitude entre règles de valeurs mobilières et règles de matières premières et faciliter l'innovation tout en apportant de la clarté.

✦ Répression accrue en Chine sur les cryptos et RWA (Real World Assets)

Les autorités chinoises ont intensifié **les restrictions sur les monnaies virtuelles**, interdisant l'émission offshore non autorisée de stablecoins adossés à des actifs onshore et renforçant les prohibitions relatives à la tokenisation d'actifs réels traditionnels à l'étranger.

A surveiller :

Les principaux éléments à surveiller sont la possible accentuation de la fragmentation mondiale des régimes de crypto-régulation. Ce type de restriction peut limiter certains flux et stratégies d'investissement transfrontaliers.

Contexte global et tendances à surveiller

Plusieurs tendances de fond se dégagent de l'actualité de la semaine et méritent une attention particulière de la part des investisseurs. MiCA, DORA, les cadres nationaux sur le numérique ou sur les paiements ne servent plus uniquement à encadrer les marchés. Ils structurent désormais **des choix industriels et technologiques**, favorisant l'émergence d'acteurs européens sur des segments stratégiques.

Les briques techniques sous-jacentes aux marchés financiers, comme les paiements, les *data centers*, les semi-conducteurs, le cloud et les outils collaboratifs, **deviennent des actifs critiques, exposés aux risques géopolitiques et réglementaires**. Leur localisation et leur gouvernance entrent pleinement dans l'analyse des risques.

La montée des exigences en matière de gouvernance, de compétences et de résilience transforme la conformité en **une barrière structurelle à l'entrée**. Une consolidation est probable, tant dans la finance traditionnelle que dans les crypto-actifs.

Les divergences entre l'Europe, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine sur les crypto-actifs et les technologies critiques renforcent la **fragmentation réglementaire mondiale** et compliquent les stratégies transfrontalières.

Enfin, la volatilité liée aux décisions de politique monétaire et aux choix fiscaux rappelle que **les dynamiques de marché ne peuvent plus être analysées sans intégrer la dimension réglementaire et politique.**

En synthèse, les marchés entrent dans une phase où **la souveraineté, la régulation et les infrastructures** deviennent des facteurs clés de création, de destruction ou de valeur. Pour les investisseurs, anticiper ces dynamiques structurelles est désormais aussi essentiel que l'analyse des fondamentaux financiers.

N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.

Seqlense Newsletter - Decoding regulations for investors

09 February 2026



This week, regulatory and industrial news confirms a profound shift: sovereignty is no longer a peripheral issue; it is becoming a key determinant of financial and technological markets.

Whether in payments, digital infrastructure, artificial intelligence, semiconductors, or defence, Europe and France are accelerating efforts to regain control of their critical value chains. This momentum is based on regulation (MiCA, DORA, national frameworks), confident industrial choices, and a gradual clarification of public policy on digital technology and technology procurement.

At the same time, crypto-assets are continuing to be integrated into the global financial framework. The final stretch of MiCA in Europe, the new regimes in the United Kingdom, attempts at harmonisation in the United States, and China's crackdown illustrate a now-clear reality: the crypto market no longer operates in an autonomous space **but at the heart of global geopolitical, regulatory, and industrial issues.**

For investors, this sequence marks a major shift. Performance no longer depends solely on technology or product, but on the ability of players to establish themselves sustainably within controlled regulatory, industrial, and geopolitical ecosystems. Sovereignty is no longer just a talking point: it is becoming a criterion for analysis, risk, and valuation.

The weak signal to remember from the week

The weak signal to remember this week concerns the theme of sovereignty, which is moving from the political to the operational sphere and is beginning to produce measurable economic effects.

This movement can be observed at several levels. In the payments sector, new European infrastructures are beginning to emerge as alternatives to US networks. In the digital sphere, we are seeing a clarification of the doctrine of certain states, such as France, with regard to public procurement, as well as the emergence of operational roadmaps for AI and critical technologies. Industry is also playing its part in the relocation of strategic capabilities such as defence, semiconductors, and data centres. As for crypto-assets, compliance is becoming a condition for survival, even a competitive advantage, rather than a simple obligation.

These signals remain largely invisible in short-term valuations. However, they are already reshaping the hierarchy of credibility among players. **Companies capable of aligning technology, compliance, and sovereignty are gaining visibility and trust.** Conversely, dependence on infrastructure or jurisdictions perceived as fragile is becoming a latent risk factor.

Sovereignty is no longer limited to a defensive posture: **it is becoming a lever for economic and financial differentiation.**

The week in review:

Contextual and regulatory developments

Market volatility linked to the political context

Financial markets continue to be sensitive to macroeconomic signals, monetary policy, and fiscal decisions. This political pressure, particularly around US policy, continues to influence **the volatility of traditional and digital assets.**

Impact for investors

For both traditional and crypto investors, it is becoming essential to factor political and regulatory risks into allocation models.

✦ **Strengthened payment rules and resilience**

New payment rules applicable to banks, FinTechs, and payment providers continue to be published, testing the **operational resilience and compliance of financial systems**.

Impact

Financial institutions will need to strengthen their compliance capabilities in order to remain operational in an ever-changing regulatory environment.

✦ **Wero and the European alternative to US payment networks**

A new **strategic and technological** milestone has just been reached in the quest for European sovereignty: several **national mobile payment solutions**, including **Wero, Bizum, Bancomat, MB WAY, and Vipps MobilePay**, have **joined forces to create a pan-European payment platform capable of operating without relying on international networks such as Visa or Mastercard**.

This initiative, led in particular by the **European Payments Initiative (EPI)** and the **EuroPA Alliance**, already brings together around **130 million users in thirteen European countries**. The project envisages that, by **2026, cross-border payments between individuals** will be possible via this common infrastructure, with online and in-store payments planned for **2027**.

This platform aims to **circumvent American dominance** over traditional payment methods by relying on European systems. It is based on **technical interoperability centred on European instant payment standards**, without going through the dominant American networks, and is part of a broader dynamic of **control over critical infrastructure**, reflecting the European authorities' desire to reduce major external dependencies.

Impact for investors

The emergence of a truly European payment infrastructure represents a **strategic opportunity**. It could **reduce domestic and cross-border transaction costs**, strengthen the **competitiveness of European players vis-à-vis extra-continental tech giants**, and open the door to **new digital financial services offerings**, aligned with the EU's objectives of digital sovereignty and regulatory resilience.

This project marks a significant step towards **greater European autonomy in digital payments**, with economic, technological, and regulatory implications for financial players and their investors.

Industrial sovereignty

Europe relaunches its microprocessor industry

The race to master microprocessors, which are at the heart of the digital economy, has become a matter of strategic sovereignty for France and the European Union. Faced with a historical dependence on Asian and American manufacturers, several public and private initiatives are being organised to relocate part of this critical industry to European soil.

Microprocessors now power not only consumer products, but also **sensitive sectors** such as defence, artificial intelligence, telecommunications, and financial infrastructure. Europe is seeking to create a **competitive ecosystem** capable of designing and producing cutting-edge integrated circuits, while reducing its dependence on non-European supply chains. Through targeted investments, public-private partnerships, and research and innovation support programs, France intends to become a **key player in this technological relocation**.

A strong signal for sovereignty

Control of core technologies, such as semiconductors, is becoming a **factor in economic and political security**. A Europe capable of producing its own chips gains autonomy in critical sectors (finance, energy, defence, health). This ambition is part of a broader dynamic of **sovereign digital strategies**, already visible in initiatives relating to cloud infrastructure and payment systems.

Impact for investors

European and French players involved in the semiconductor value chain (design, manufacturing, assembly) could benefit from **structural growth supported by proactive public policies**. Opportunities are emerging at the interface between industry, technology, and finance, particularly around critical technologies, integration platforms, and advanced production services.

Finally, this dynamic reinforces the argument that industrial and digital sovereignty is becoming a source of value creation, and no longer just a public policy issue.

Le Creusot and the rise of Rafale production

As part of the drive to **strengthen French and European industrial capabilities**, Safran's site in **Le Creusot (Saône-et-Loire)** has just won a **major order linked to the Rafale program**, a powerful symbol of technological and military sovereignty. Safran Aircraft Engines has announced an **investment of around €70 million to expand its Le Creusot plant**, which traditionally specialises in machining parts for civil engines, in order to add production lines for complex components for the **M88 engine of the Rafale**, the French aerospace industry's flagship fighter jet.

Impact for investors

This announcement is not only a positive sign for the defence industry; it also illustrates a strong political and industrial commitment to strengthening French technological sovereignty in strategic sectors. The ramp-up of local production capacity reduces dependence on foreign value chains and strengthens the resilience of critical capabilities.

For investors, this can translate into sustainable competitive advantages, sustained public order flows, and increased visibility in the markets for high-end capital goods and advanced technologies.

In short, the industrial commitment to the Rafale in Le Creusot symbolises a broader trend: **productive sovereignty is becoming a factor in the value and attractiveness of players and investors involved in strategic European sectors.**

The boom in data centres: an unexpected pillar of French industrial investment

Since 2025, France has experienced spectacular growth in the data centre sector, becoming a strategic player in the digital and industrial sectors of the 21st century. According to the latest analyses, investments in these infrastructure projects have accounted for a significant share of recent industrial flows, with approximately €67 billion in announced commitments, equivalent to last year's industrial investment levels across all sectors. The growth of data centres is not limited to a niche market; it is helping to stabilise overall French industrial investment figures, partially offsetting the decline in other manufacturing segments. Driven by artificial intelligence, the cloud, and large digital platforms, the expansion of data centres is attracting public and private funding, making France a leading European hub for these projects.

France already has a solid network of facilities, with several hundred data centres, and benefits from advantages such as a decarbonised energy mix, strong international connectivity (numerous submarine links), and a dynamic digital ecosystem. These factors strengthen its strategic positioning for the establishment of new high-performance computing capacities, which are vital for AI and advanced digital services.

However, it should be noted that this dynamic also raises certain questions: data centres generally create fewer direct jobs than traditional industries, and their rapid deployment raises environmental (high energy consumption) and land use issues. The impact on local employment and subcontracting chains, therefore, remains to be consolidated.

Impact for investors

The growth of data centres is a **new pillar of industrial investment in France**, with long-term effects on the country's attractiveness in terms of digital technologies, critical infrastructure, and digital sovereignty.

This could provide a **growth driver for the industry** in the context of digital transformation, as well as opportunities in physical and digital infrastructure, such as land, energy, cooling, and connectivity. It could also be a **key element of long-term allocation strategies**, particularly in sectors related to the cloud, AI, and digital services.

The boom in data centres is not just a technological phenomenon; it is also a macro-industrial signal of digital reindustrialisation, which should be closely monitored by investors interested in technological and infrastructural transitions.

Digital sovereignty

The government clarifies its strategy

Faced with **growing criticism and questions** about the consistency of its digital policy, the French government has decided to **more clearly assert its digital sovereignty strategy**. After several controversies over the use of foreign technological solutions in the administration and public sector, the relevant ministries (Economy, Digital, and Civil Service) are preparing a **circular to clarify the doctrine of purchasing and using digital technologies** in the public sphere.

The objectives of this clarification are to reinforce “European preference” in digital public procurement where relevant, to encourage the use of local or European solutions deemed more sovereign, particularly for software, data platforms, and collaborative tools, and to respond to the expectations of the French industry and concerns related to **dependence on non-European services** in a tense geopolitical context.

Impact for investors

An **official clarification of the doctrine** reduces uncertainty about the criteria that will guide future public contracts in the digital sector, offering greater strategic visibility to European and French companies. Players offering solutions aligned with this doctrine (sovereign cloud, cybersecurity, data management, collaborative

platforms) could **benefit from a regulatory and institutional preference** in calls for tenders. This also illustrates a broader trend: **digital sovereignty is becoming part of the criteria for assessing value and risk**, beyond mere regulatory compliance.

This policy adjustment shows that in France, digital sovereignty is no longer a circular concept; it is becoming a structuring element of industrial, technological, and economic policy.

An operational roadmap for AI and digital technology

As the public debate around artificial intelligence and digital sovereignty intensifies, the **National Digital Council (CNNum)** has presented an **ambitious and concrete roadmap**. Far from being a mere theoretical report, this plan aims to **translate digital sovereignty into concrete political and economic actions**.

The key points of the roadmap include:

- **Priority for sovereign innovation:** strengthening the capacity of European and French players to design, develop, and operate digital tools (particularly in AI).
- **A coherent trajectory between regulation and competitiveness:** aligning regulatory frameworks, such as MiCA and DORA, with industrial strategies that promote the emergence of European digital champions.
- **Accelerating digital transitions:** encouraging the adoption of “trusted” AI and technologies that are compatible with security, transparency, and data control requirements.
- **Integrated approach to skills:** propose measures to develop local talent and strengthen the professionalisation of players in key sectors.

This roadmap does not merely diagnose challenges; it proposes **concrete and measurable guidelines** to respond to international technological competition while **preserving European autonomy**. By linking AI to the sovereignty strategy, the CNNum places France and Europe in a position of **structured advancement rather than catching up**.

Impact for investors

With increased strategic clarity, it will now be possible to have an operational action plan that reduces regulatory uncertainty in the medium term. In terms of targeted growth opportunities, sectors compatible with this roadmap, such as trusted AI, sovereign data platforms, and cybersecurity solutions, could benefit from regulatory spillover effects and public-private financing. The emphasis on promoting local skills, with a focus on talent and professionalisation, confirms that digital markets structured around teams and ecosystems with expertise in AI and “sovereign” digital technologies will be drivers of long-term attractiveness.

These elements illustrate a **transformation of the discourse on digital sovereignty into a genuine political, economic, and technological action plan**, sending a strong signal to investors seeking **structural avenues for value creation** in Europe.

Focus on Crypto-assets

✦ Europe - Final stretch for MiCA in Europe

European crypto-service providers are in a **crucial period of compliance before July 1, 2026**. The transitional period enjoyed by certain providers (PSCA) will come to an end, and their temporary status will give way to either formal approval or cessation of activity.

Expected impact for investors

The structure of the crypto market in Europe is expected to strengthen, and there may be consolidation among compliant providers, which will have an impact on the services offered.

✦ France - French decrees on games with monetizable digital items

An **official decree dated 4 February 2026** regulates the testing of online games with monetizable digital items, specifying obligations, the prevention of excessive behaviour, and data collection.

Regarding the issues at stake, political alignment is crucial to advancing the framework, and discussions will also influence the acceptance of crypto-assets as investment or deposit instruments.

Impact for investors

The boundaries between digital games and digital assets continue to be clarified, with enhanced reporting and supervision requirements.

✦ United Kingdom - New crypto regime in the United Kingdom

In the **United Kingdom**, new regulations (the Financial Services and Markets Act 2000 (Cryptoassets) Regulations 2026) clearly define the crypto-asset activities that require authorization, prohibit certain non-exempt public offerings, and establish a framework for combating market abuse. From October 25, 2027, companies carrying out regulated activities related to cryptocurrencies in the UK will be required to comply

with the new legal framework. Until then, they will be required to apply for a license from the Financial Conduct Authority or update their current authorisations.

The Financial Services and Markets Act 2000 (Cryptoassets) Regulations 2026 were enacted on February 4, 2026.

Impact on investors

This regulation provides greater clarity on what is permitted or prohibited in the United Kingdom, which may influence market access and domiciliation strategies.

United States – US Harmonisation - SEC & CFTC

Leaders from the CFTC and SEC held a joint meeting on “Project Crypto,” which aims to create an **asset taxonomy and reduce regulatory fragmentation** in the United States, while clarifying the lines of responsibility between the two regulators.

Impact for investors

For investors, this could reduce areas of uncertainty between securities and commodities rules and facilitate innovation while providing clarity.

Increased crackdown on crypto and RWA (Real World Assets) in China

Chinese authorities have stepped up **restrictions on virtual currencies**, banning the unauthorised offshore issuance of stablecoins backed by onshore assets and strengthening prohibitions on the tokenisation of traditional real assets abroad.

Keep an eye on:

The main things to watch for are the possible increase in global fragmentation of crypto-regulation regimes. This type of restriction may limit certain cross-border investment flows and strategies.

Global context and trends to watch

Several fundamental trends have emerged from this week's news and deserve particular attention from investors. MiCA, DORA, and national digital and payment frameworks no longer serve solely to regulate markets. They now structure **industrial and technological choices**, promoting the emergence of European players in strategic segments.

The technical building blocks underlying financial markets, such as payments, data centres, semiconductors, the cloud, and collaborative tools, **are becoming critical assets, exposed to geopolitical and regulatory risks**. Their location and governance are now fully integrated into risk analysis.

Rising demands for governance, skills, and resilience are transforming compliance into **a structural barrier to entry**. Consolidation is likely, both in traditional finance and in crypto-assets.

Differences between Europe, the United States, the United Kingdom, and China on crypto-assets and critical technologies are reinforcing **global regulatory fragmentation** and complicating cross-border strategies.

Finally, volatility linked to monetary policy decisions and fiscal choices serves as a reminder that **market dynamics can no longer be analysed without taking into account regulatory and political factors**.

In summary, markets are entering a phase in which **sovereignty, regulation, and infrastructure** are becoming key factors in the creation and destruction of value. For investors, anticipating these structural dynamics is now as essential as analysing financial fundamentals.

Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.